

FACE A UNE FRACTURE SOCIALE GRANDISSANTE

LES DEFIS DE LA PREVENTION SPECIALISEE

L'inadaptation des milieux populaires, et plus précisément des jeunes de ces milieux, constitue depuis très longtemps un élément de préoccupation majeur et constant de la part des pouvoirs publics dans la société française ; cette jeunesse fait suffisamment peur pour que soient prises à son égard des mesures spécifiques, en amont des nombreux dispositifs de rééducation des mineurs. La prévention spécialisée fait partie de ces mesures. C'est la permanence de cette préoccupation qu'il me semble utile d'interroger qu'il s'agisse d'encadrer cette jeunesse, de la contrôler, ou qu'il s'agisse de la protéger contre elle-même et/ou contre les dysfonctionnements sociaux.

Dès à présent, je formule l'hypothèse majeure qui justifie cette intervention : la fracture sociale entre les quartiers populaires d'aujourd'hui, plus spécifiquement ceux qui sont habités par une forte proportion de familles issues de l'immigration, et le reste de la société (tant les élites que les classes moyennes) n'a jamais été aussi importante ; si ces quartiers continuent à être abandonnés à eux-mêmes dans leur misère matérielle et morale et dans la stigmatisation et l'exclusion, mais aussi dans des formes multiples de rupture et de révolte à l'égard de la société française, cette fracture pourrait rapidement déboucher sur des crises majeures.

Je me contenterai de parler de la période contemporaine, environ des années 80-90 à aujourd'hui.

1. Transformations socio-économiques : libéralisme économique et croissance forte des inégalités sociales (les très riches et les très pauvres)

Depuis les années 80-90 du 20^e siècle, les conditions de vie des classes populaires, et entre autres de la jeunesse, ont fortement changé, principalement en raison des transformations du contexte socio-économique. D'une part la gestion de l'économie nationale s'est orientée, déjà sous le septennat de Giscard puis, avec le tournant de la rigueur/austérité sous Mitterrand, plus du côté du libéralisme économique que de la sociale démocratie. Une crise économique s'est durablement installée ; elle n'a cessé de s'amplifier avec la mondialisation et la financiarisation de l'économie, ainsi qu'avec les réformes successives visant à moderniser et rationaliser l'action de l'Etat (LOLF, RGPP¹...). Ces transformations ont eu comme effets majeurs d'une part d'amputer durablement les services rendus aux citoyens (l'hôpital en est un exemple particulièrement emblématique²) et d'autre part d'engendrer un enrichissement sans précédent d'une toute petite minorité de très riches, mais aussi des classes supérieures dans leur ensemble, quoique dans une moindre mesure, et de l'autre côté une stagnation des

¹ Loi Organique relative aux Lois de Finances (2001), Révision Générale des Politiques Publiques (2007).

² Avec notamment la loi HPST (Hôpital, Patients, Santé et Territoires, 2009).

revenus des classes moyennes, et surtout une paupérisation très nette des classes populaires. La croissance des inégalités sociales est devenue un marqueur des décennies de la fin 20^e et début 21^e, rappelant le temps du capitalisme rapace du 19^e, alors même que ces inégalités économiques et sociales s'étaient sensiblement réduites dans les trente années d'après guerre, sous les effets d'un mouvement ouvrier puissant et d'une politique économique keynésienne, soucieuse de soutenir le pouvoir d'achat et la consommation.

2. Transformations dans les quartiers d'habitat social, les politiques de la ville

Les quartiers d'habitat social ont été peu à peu abandonnés par les couches sociales qui avaient les moyens d'un habitat moins stigmatisé, et inversement les places libérées ont été souvent occupées par des familles issues de l'immigration, disposant de revenus moins élevés que les précédents habitants. Dans le même temps, beaucoup de ces quartiers n'ont cessé de se détériorer : dégradation du bâti, souvent peu entretenu ; difficultés scolaires de nombre d'enfants peu motivés, encadrés par des enseignants contraints à passer plus de temps à maintenir la discipline qu'à enseigner des connaissances ; ascenseur social des décennies précédentes grippé ; enkystement des quartiers enfermés sur eux-mêmes du fait de leur stigmatisation par les habitants de quartiers plus favorisés ; affrontements entre bandes de quartiers différents ; et surtout affrontements avec la police, dégénérant de plus en plus souvent en émeutes.

Une prise en compte de ces risques de ghettoïsation et de stigmatisation des quartiers populaires s'est profilée très tôt (1977, R. Barre, procédures HVS – 1982, H. Dubedout, programmes DSQ) ; mais ces politiques dites de la ville, agissant à la fois sur le bâti, sur l'économie et l'emploi, sur la vie sociale, la question scolaire, etc., avec des inflexions diverses selon les gouvernements successifs, ont à la fois présenté des effets positifs et montré leurs limites (l'attractivité de ces ensembles est restée très faible). Plus récemment le président Macron, dès le début de son premier quinquennat (2017), a envoyé un signal très négatif aux habitants de ces quartiers : après avoir commandité un rapport à Jean-Louis Borloo sur les mesures qu'il conviendrait de mettre en place dans ces quartiers, et après que cet ancien ministre chiraquien eût rendu son travail, très conséquent (19 programmes), élaboré avec la coopération de nombreux élus et associations, le Président a publiquement mis au placard cet ensemble de propositions, montrant clairement que l'Etat renonçait à favoriser l'intégration des populations de ces quartiers, et entre autres celle des jeunes. Inversement les politiques sécuritaires se sont renforcées très sensiblement dans ces quartiers. Tout ne se passe-t-il pas comme si à la violence de quelques jeunes radicalisés répondaient la violence de l'Etat et l'abandon de ces quartiers à eux-mêmes et aux influences délétères de petites minorités ?

3. Analyses de quelques sociologues et politologues

Il n'est pas inutile de s'attarder sur les éléments que pointent plusieurs sociologues et autres spécialistes des sciences sociales sur les logiques d'action des jeunes de ces quartiers dans la présente période.

- *François Dubet : désorganisation, exclusion, rage*

Dans un ouvrage déjà ancien *La Galère* (1987)³, François Dubet évoque l'échec final du mouvement de la marche des beurs de 1983, consécutive aux rodéos des Minguettes et autres quartiers. D'une certaine manière, on avait là assisté à la naissance d'un mouvement social (au sens de Touraine) prometteur, caractérisé par un principe d'*identité* (l'identité spécifique d'enfants de l'immigration soumis au racisme et revendiquant une place de citoyens de la nation française au même titre que les citoyens français dits d'origine), par un principe d'*opposition*, désignant un adversaire social (les racistes, le Front National), et par un principe de *totalité*, c'est à dire un projet social global pour la nation (une société multiculturelle). Mais le manque de réponse politique du président Mitterrand, une fois passées la réception des beurs à l'Elysée ainsi que sa réélection grâce en partie à la mobilisation des « potes », réactive les divisions internes au mouvement entre les partisans d'une intégration à la société française, respectueuse des spécificités des jeunes issus de l'immigration, et les partisans d'une rupture.

S'en est suivi ce que Dubet a appelé la galère, concept qui désigne « une expérience éclatée des acteurs », c'est-à-dire plus précisément l'éclatement des logiques d'action de ces jeunes en logiques distinctes, mais présentes chez chaque sujet, la *désorganisation*, l'*exclusion* et la *rage*. En effet pour Dubet, au moment où la société industrielle se défait, la rage que manifestent les jeunes des cités exprime l'épuisement des modes de régulation antérieurs, quand l'affaiblissement du mouvement ouvrier, des luttes sociales et des principales instances dirigeantes de ce mouvement (PCF, CGT) est tel qu'il ne peut plus servir de référence pour donner un sens à la domination vécue et subie quotidiennement (dans l'habitat, l'échec scolaire, le chômage, le rapport à la police...). Dit autrement, les conduites marginales et violentes relèvent tout à la fois d'un défaut d'intégration des normes sociales (*désorganisation*), de l'impossibilité de supporter une domination de tous les instants et dans toutes les dimensions de la vie (*rage*, *néhisme*), et des « tensions et frustrations provoquées par l'exclusion des voies légitimes de participation » (*exclusion*). Face à une vie quotidienne d'humiliation et de honte, les uns compensent dans la rage et la destruction, d'autres dans le clientélisme vis à vis des travailleurs sociaux, d'autres dans des combines plus ou moins louches, d'autres enfin dans le "*trou noir*" qu'est la consommation de drogues.

(Dans un ouvrage plus récent *Trois jeunesses, la révolte, la galère, l'émeute* (2018), François Dubet montre des évolutions vers la tentation de l'émeute, quand il n'y a pas d'issue perceptible à la ghettoïsation, à la stigmatisation et aux discriminations. A mon sens, ces évolutions sont déjà présentes dans ce qu'il appelait précédemment la rage et le nihilisme.)

- Vincent de Gaulejac⁴ : *l'injonction à faire sa place soi-même dans la société et l'injonction à l'excellence individuelle*

Aujourd'hui, les jeunes des classes populaires sont contraints de chercher du travail hors des entreprises industrielles en raison de la désindustrialisation, mais aussi en raison de leurs aspirations à l'ascension sociale. Cette évolution, certainement positive, a néanmoins des

³ François Dubet, *La galère, jeunes en survie*, Fayard, 1987.

⁴ Vincent de Gaulejac, et Isabel Taboada Leonetti.- *La lutte des places, insertion et désinsertion*, Paris, Desclée de Brouwer et Hommes et Perspectives, 1994.

effets redoutables : en raison de cette ouverture plus grande, chacun est désormais acculé à faire la preuve de sa compétence et de son utilité, chacun est jugé sur sa capacité individuelle à faire sa place dans la société, car il n'y a plus de place préaffectée, contrairement aux décennies antérieures de la société industrielle, où très souvent le fils d'ouvrier devenait à son tour ouvrier.

Par ailleurs au plan symbolique, les visions néo-libérales du fonctionnement social s'imposent : le moi est un capital qu'il faut faire fructifier, les capacités individuelles de performance et d'excellence sont survalorisées. Les figures opposées de cette société sont d'un côté l'excellence du manager et de l'autre la "nullité" du bénéficiaire du RMI ou du RSA, qui a tout raté. Notre société fonctionne plus que jamais au stigmatisme individuel : les gagnants et les perdants. Il n'est pas étonnant, pour revenir aux jeunes des cités, que d'un côté ils cherchent à mobiliser tous les signes extérieurs de la réussite (argent, voitures, fringues) qui leur permettent de frimer, et que de l'autre côté ils ne supportent aucune atteinte à ce qu'ils croient, souvent à raison, être du mépris, voire une insulte, et réagissent violemment aux humiliations ressenties.

- *Les trafics*

Les toutes dernières décennies ont vu s'aggraver très sensiblement la fracture entre les milieux populaires et les élites sociales. J'ai évoqué plus haut les très riches et les très pauvres, bref l'aggravation des inégalités. J'ajoute que dans les cités, cette fracture tient également à deux types principaux de conduites qui se sont beaucoup développées, d'une part les trafics de toutes sortes (drogues, voitures, armes en particulier), et d'autre part les adhésions aux prêcheurs islamistes du djihad et de la charia (salafistes, frères musulmans).

Les trafics, déjà anciens, mais aujourd'hui beaucoup plus développés et structurés, ont manifestement un lien avec les difficultés d'emploi qui affectent plus les jeunes des cités que ceux des autres catégories sociales ; toutes les études montrent la sélection, souvent d'ordre raciste, opérée par les employeurs face aux demandeurs d'emploi, par exemple l'adresse et la consonance des noms ont des effets de tri. Assez logiquement, les trafics apparaissent à beaucoup de jeunes comme un moyen d'accéder à un niveau de vie meilleur, pour eux et pour leurs familles. Pour autant on ne saurait limiter la compréhension de ce phénomène à ce seul critère. L'importance des sommes d'argent en jeu, l'apparente facilité d'y avoir accès, le caractère délictueux des pratiques de deal sont autant de facteurs d'attraction. On ne saurait par ailleurs ignorer les effets délétères de ces pratiques : les concurrences entre bandes pour le contrôle d'un territoire de trafic dégénèrent régulièrement en affrontements armés, en morts violentes et en blessés, et pas seulement entre trafiquants ; la viabilité de ces trafics implique en outre que les bandes imposent leur loi aux habitants, qui n'ont le plus souvent pas d'autres choix que de se plier aux chantages qu'ils subissent ; enfin l'action policière, mise en œuvre sur la base du rétablissement de l'ordre républicain, entraîne régulièrement des émeutes ou des débuts d'émeutes, mobilisant non seulement des trafiquants, mais bien au-delà nombre de jeunes de ces quartiers ; la mobilisation de ces derniers est renforcée d'un côté par ce qu'ils considèrent, souvent avec raison, comme le racisme de la police, manifesté entre autres dans

les contrôles d'identité au faciès, et d'un autre côté par le caractère non légitime qu'ils attribuent aux normes qui leur sont imposées.

- *L'islam en question* (Gilles Kepel, Olivier Roy, Farhad Khosrokhavar)

Il arrive, mais il ne convient pas d'en faire une généralité, que dans ces conduites marginales et délinquantes la référence à l'islam dans ses formes les plus radicales constitue une forme de renforcement du sentiment de légitimité de cette marginalité chez les jeunes concernés. Bien que je considère que le facteur religieux, ici la référence à l'islam, soit un point certes ici ou là très important, mais au bout du compte mineur en comparaison des phénomènes de trafic, il me semble utile d'évoquer brièvement cette question de l'islam chez les jeunes des quartiers, en particulier parce que cette question est très controversée chez les politiques, mais aussi chez les scientifiques. Au-delà des querelles d'analyse, je retiendrai trois éléments majeurs, empruntés à deux courants de pensée différents (Gilles Kepel et Olivier Roy) et à un 3^{ème} (Farhad Kosrokhavar) qui les considère comme compatibles et complémentaires :

- 1^{er} courant (Gilles Kepel⁵), fondé sur l'importance de la référence à l'islam dans ses expressions radicalisées (salafistes, frères musulmans) et sur sa forte diffusion dans les cités (enquêtes sur Montfermeil, Clichy sous Bois). Ici les croyances religieuses sont pensées comme principales, sur elles se fonde la contestation de la société occidentale : le Coran est la source unique de vérité ; Allah est le seul vrai dieu ; se référer au peuple, à la nation, au suffrage universel constitue une insulte au vrai dieu, seule source de la souveraineté ; donc nul besoin d'adopter les valeurs occidentales, surtout pas la République, encore moins la laïcité ; au contraire la loi d'Allah doit être considérée supérieure à toute loi humaine ; la guerre sainte contre les impies est une obligation pour le croyant. Ainsi la référence religieuse à l'islam légitime la rupture avec le régime républicain et ses lois ainsi que les tendances à imposer dans les cités l'ordre islamiste.
- 2^{ème} courant (Olivier Roy⁶) qui retient surtout la force des sentiments d'humiliation et de frustration, liés aux conditions de vie des cités, au racisme ambiant, à la stigmatisation permanente, tous éléments qui engendrent mécaniquement la révolte, la rage, la violence destructrice. L'islam radical peut ici servir de langage pour l'expression de cette rage ainsi que le moyen de retrouver une estime de soi face à la stigmatisation. Mais cette référence religieuse est superficielle, la connaissance de l'islam chez les jeunes est le plus souvent extrêmement partielle, une sorte de vernis pour habiller les tendances fondamentalement contestatrices et destructrices ; ainsi pour Olivier Roy, l'islam n'est en aucune manière à l'origine des conduites de rupture chez les jeunes des cités.
- Le troisième courant (Farhad Kosrokhavar) considère que ces deux approches ont chacune une part de vérité ; tout dépend des pays dont on parle, anciennes nations coloniales ou non, nations qui prônent la laïcité ou pas, ou encore des individus

⁵ Gilles Kepel, *Fitna, guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004.

⁶ Olivier Roy, *La peur de l'islam, dialogues avec Nicolas Truong*, Le monde des idées, 2015.

(garçons des cités ou filles de classes moyennes). On constate par exemple un mélange de causes liées à la misère et à l'exclusion sociale et de causes liées à la foi religieuse musulmane ; ainsi le sociologue Farhad Khosrokhavar⁷ fait le parallèle intéressant entre les parcours de jeunes attirés par l'islam et ceux qui passent au djihad : il voit une grande continuité (donc une ressemblance) dans les parcours, mais avec une différence majeure qui est le passage à l'acte pour les seconds ; pour autant les étapes antérieures sont identiques, je cite cet auteur « [étapes communes] [1.] une enfance difficile en banlieue ou dans des quartiers ghettoïsés, marqués par la désorganisation familiale, la violence, l'échec scolaire, la désaffiliation, qui a fait naître un sentiment de frustration transformé en haine de la société ; [2.] une carrière délinquante et des séjours en prison ; [3.] l'illumination de l'islam radical qui permet de transformer le mépris de soi et sa propre indignité en mépris de l'autre et en sacralisation de soi ; [étapes spécifiques aux djihadistes] [4.] un voyage initiatique sur les terres du djihad ; et enfin [5.] la conversion à l'islamisme djihadiste et l'implication dans des actes violents ». Ainsi la contestation de l'ordre républicain se fonde sur la misère des quartiers et se légitime par l'adhésion à la pensée de l'islam radical.

On comprend bien que selon que l'on met l'accent sur l'importance de la référence à l'islam radical ou sur la révolte destructrice, les orientations de travail peuvent être très différentes : pour les uns il faut surtout critiquer le cœur de la doctrine islamique radicale et montrer qu'il est d'autres manières d'être croyant musulman ; pour d'autres il est vital de prioriser l'action des forces de police contre les individus ancrés dans des conduites de violence et de destruction ; pour d'autres encore, et c'est plutôt ma position personnelle, il convient d'agir sur la réduction des inégalités économiques, sociales et culturelles, ainsi que sur les processus de stigmatisation et d'exclusion, sans oublier de montrer qu'il existe de multiples courants religieux dans le monde musulman, qui prônent le respect d'autrui, quel qu'il soit..., et de soutenir que la laïcité constitue une bonne manière de vivre ensemble dans le respect des différences, et non une condamnation de l'islam.

- *Les conduites de rupture*

L'ensemble de ces conduites, qu'elles relèvent des trafics, ou qu'elles relèvent de l'adhésion aux idées islamistes, ou d'un mélange des deux, ont en commun une forme plus ou moins accusée de rupture avec la société environnante, ses codes, ses manières de penser et de se conduire ; elles sont aussi très variables selon les villes et selon les quartiers. Chez la majorité des jeunes de ces cités, elles sont de faible intensité et s'affirment dans des formes légères de déviance. En revanche pour d'autres, moins nombreux, elles sont d'une forte intensité d'une part dans les croyances affirmées concernant les mauvaises manières de se conduire et les tentatives d'imposition de bonnes conduites à autrui, surtout aux jeunes femmes, et d'autre part dans des conduites délictueuses, voire criminelles. Les jeunes adhérant à ces dernières positions sont sans doute très minoritaires, mais leur force d'attraction et d'influence tient à ce

⁷ « La sociologie de la radicalisation : entretien avec Farhad Khosrokhavar », in *Ressources en Sciences économiques et sociales*, ENS Lyon. Voir aussi chez le même auteur *Radicalisation*, Maison des sciences de l'homme, 2019.

qu'ils ne trouvent pas de réelle désapprobation de la part des autres jeunes de ces quartiers. Ceux-ci peuvent voir dans ces conduites de contestation de l'ordre républicain une forte légitimité, qu'ils s'interdisent de critiquer ; ils peuvent également, comme le soulignent François Dubet et Fabien Truong concernant les positions à l'égard de l'islam, être pris dans des conflits de fidélité ou de loyauté (cf. le « oui mais » concernant les attentats à Charlie Hebdo⁸). Plus même, la logique de développement de ces conduites de rupture peut déboucher ici et là pour les uns dans l'organisation de systèmes mafieux, liés au grand banditisme, et infiltrant les plus hautes sphères de l'Etat, dont on a vu les ravages dans plusieurs pays (Italie, Mexique...), et pour les autres, très minoritaires, dans la mise en œuvre de stratégies politiques visant l'affaiblissement, voire la désintégration du régime républicain et son remplacement par un régime islamique.

4. La prévention spécialisée face à la fracture sociale et aux conduites de rupture

Si ces remarques ont quelque pertinence, on voit les interrogations qui pèsent entre autres sur les acteurs de la prévention spécialisée (conseils départementaux et mairies, associations, éducateurs). Certes, l'élément majeur de résolution des défis visant à ramener un minimum d'équilibre social dans ces quartiers populaires revient moins à ces acteurs locaux qu'à l'action de l'Etat ; lui seul a la compétence et les capacités législatives et économiques d'inverser la tendance à l'amplification de la fracture sociale. Encore faudrait-il qu'il conçoive et mette en œuvre d'une part des politiques globales de réduction significative des inégalités économiques, culturelles et sociales, et d'autre part des politiques ciblées sur ces quartiers de nature à les revitaliser à la fois sur les plans du bâti et de l'emploi et sur le plan du lien social et de la vie associative (ce qui était d'ailleurs le projet d'Hubert Dubedout dans les années 80). La mise au placard du plan Borloo ne va pas dans ce sens, elle ne présage rien d'encourageant.

- Trois modèles successifs

La question devient alors : que peut faire la PS ? Et avec quelles orientations ? Un premier modèle historique de la PS s'est mis en place juste après la 2^{ème} guerre mondiale (Robert Mathieu à Nancy dès 1950), Jean Luc Dumas en a parlé, je ne développe pas, je me contente de rappeler les caractéristiques de ce modèle : action en milieu naturel, et non en internat, sauf pour les jeunes les plus perturbés ; diagnostic d'inadaptation sociale due à la mauvaise influence du milieu populaire et des familles (influence des neuro-psychiatres très présents dans le secteur « enfance inadaptée » jusque dans les années 70), actions de resocialisation, pas n'importe quelle socialisation, une socialisation normalisante dans le but de remédier à l'inadaptation des jeunes et ainsi, pense-t-on, de faciliter leur intégration à la société.

Le 2^{ème} modèle s'est mis en place sur un diagnostic fort différent : dénonciation des inégalités économiques et sociales, de la stigmatisation et de l'exclusion, et avec des objectifs nouveaux : le soutien des habitants dans leur accès aux ressources matérielles et symboliques que la société propose aux autres catégories sociales, la promotion des milieux populaires,

⁸ « Entretien avec François Dubet et Fabien Truong : De la Galère aux Loyautés radicales », *Diversité* n°194, 2019.

leur émancipation à l'égard de ces élites sociales et de leurs normes de pensée et de conduite, le développement de leurs capacités d'expression et de réalisation autonome tant sur le plan individuel que sur le plan collectif, les innovations très nombreuses de la part des éducateurs de la PS (cf. exposé de Jean-Luc Dumas sur J&C).

Aujourd'hui, un 3^{ème} modèle se profile, empruntant aux deux précédents. **Mais**, car il ne s'agit pas du principe du « en même temps », ce 3^{ème} modèle subordonne le modèle de resocialisation au modèle d'émancipation. En effet la mise en œuvre des actions d'émancipation, quelles qu'elles soient, a indubitablement des effets sur l'identité personnelle, sur la construction du moi, comme sur les identités collectives, même si ces effets ne sont pas formellement recherchés. Quelles que soient les activités mises en œuvre, l'apprentissage de rapports sociaux équilibrés, de respect de règles d'interaction est indubitablement en jeu, de même que le rôle essentiel de l'éducateur, garant de l'équilibre des interactions. Donc ce modèle emprunte bien des objectifs de socialisation au 1^{er} modèle, mais cette fois une socialisation que l'on peut qualifier d'émancipatrice, et non plus de normalisante.

- Les difficultés spécifiques du présent

Pour autant, formuler dans la situation présente ce double objectif de socialisation et d'émancipation est manifestement plus complexe que dans les années 70. Dans cette période déjà ancienne, jeunes des quartiers et éducateurs de prévention partageaient les mêmes critiques des pouvoirs établis, ce qui fondait entre eux une complicité, un sentiment d'être dans le même camp. Aujourd'hui, il en va différemment ; mille éléments viennent perturber cette ancienne complicité (positionnements sur le colonialisme, sur le communautarisme, sur la laïcité, sur le féminisme...) et font apparaître les éducateurs de PS comme les représentants d'un pouvoir honni.

Je ne peux ici résister à citer une éducatrice spécialisée travaillant dans le secteur de la prévention spécialisée (interviewée par moi-même, fin des années 90), qui exprime à mon sens de manière emblématique le côté intenable, dissonant, de l'exercice professionnel de prévention spécialisée aujourd'hui :

« Il faut dire ce qui est, entre les jeunes et nous il y a quelque chose de l'ordre du fossé. En tout cas par rapport aux garçons (on connaît quand même beaucoup de maghrébins), il y a la différence de sexe, la différence d'âge, la différence de culture, on est des blancs, et ils nous le renvoient très fort, on fait partie des dominants, et eux des dominés. Et nous on est de plus en plus bousculés, tiraillés sur des questions de respect de la loi (on n'arrête pas de nous dire qu'on est là pour rappeler la loi). Bon, oui, il y a un fossé, une rupture, et nous on est dans quel camp ? Le camp des jeunes, c'est aussi le camp de la démagogie, et puis l'autre camp c'est se condamner à être vécus par eux comme des ennemis. Quelque chose de l'ordre de l'intenable, de l'inconfortable. On naviguotte, en ayant du mal à conceptualiser tout ça, à se donner des repères ».

Ne peut-on pas revisiter quelques points de doctrine qui dans des décennies antérieures auraient suscité immédiatement le rejet ? Quelques manières de penser et de se conduire devraient impliquer, à mon sens, pour un esprit républicain, de prendre quelque distance critique avec les comportements de certains jeunes des cités : les logiques de trafic sont des logiques mafieuses, des logiques de domination, de violence, de négation d'autrui, qui pour ma part sont inacceptables ; de même les logiques islamistes sont tout autant, mais à leur façon spécifique, empreintes des mêmes négations de tout individu perçu comme autre ; de même encore les logiques patriarcales, qui ont prévalu à peu près partout dans le monde pendant des millénaires, ont imposé la domination masculine et la soumission féminine par l'exercice d'une violence tant physique que symbolique, le plus souvent renforcée par les législations locales. Si à l'évidence l'esprit de la prévention spécialisée ne peut consister en une action d'opposition frontale à ces tendances, il convient de trouver des approches qui mettent en lumière et valorisent le contraire de ces tendances : la coopération et la solidarité à la place de la recherche du seul intérêt personnel, le débat à la place de la violence, l'ouverture à l'autre, le respect de sa dignité à la place de la négation d'autrui, l'égalité de principe de tout être humain à la place de l'exploitation, de la domination et de la soumission. Au fond, il ne s'agit que du B. A. BA de l'idée d'éducation, sans qu'il faille pour autant mettre en veilleuse l'action collective, le développement social local, l'émancipation collective etc.

Plusieurs des membres de la commission histoire de la prévention spécialisée, qui a préparé cette journée, ont insisté sur deux expressions : travailler dans les « interstices », exercer avec la souplesse des « voltigeurs » ou des « cheveu-légers ». En d'autres termes, être inventif, occuper les lieux et les domaines dont personne ne s'occupe ou auxquels personne ne s'intéresse, ne pas hésiter à passer à d'autres types d'intervention quand on n'obtient pas de résultat ; et j'ajouterais, en évoquant le dispositif de *Prév'en Scène* de J&C, qui renvoie du reste à des pratiques souvent mises en œuvre dans la PS : utiliser tous les moyens d'expression et s'inspirer des arts (peinture, musique, chant, théâtre, danse, sculpture...) parce que les arts contiennent en eux-mêmes une forme de considération et d'ouverture à l'autre.